

la tribune

Se portant à la défense de l'Accord du lac Meech et du traité de libre-échange Bourassa s'en prend à des libéraux fédéraux

MONTRÉAL (PC) — Tout en se déclarant neutre dans la campagne électorale fédérale, le premier ministre du Québec Robert Bourassa s'en est pris hier à certains libéraux fédéraux adversaires de l'Accord du lac Meech et aux néo-démocrates adversaires du traité de libre-échange.

Ceux qui veulent amender l'Accord du Lac Meech comme Jean Chrétien, Pierre Elliott Trudeau, Lloyd Axworthy, Sheila Finestone et David Berger menacent la protection culturelle du Québec", a dit hier M. Bourassa à l'issue de la réunion du Conseil général du Parti libéral du Québec.

Il a aussi dénoncé le chef du Nouveau parti démocratique Ed Broadbent pour avoir soutenu que l'Accord de libre-échange menaçait le développement énergétique du Québec.

"Je réponds à M. Broadbent de lire l'article 902 de l'Accord de libre-échange", a rétorqué M. Bourassa. Cet article, selon l'interprétation du premier ministre québécois, exempte les ventes d'électricité des dispositions de l'accord canado-américain.

Des noms

M. Bourassa a commencé par rappeler que la neutralité est sa position officielle dans le cadre des élections fédérales du 21 novembre. "Je ne veux pas personnaliser le débat et donner des noms", a-t-il dit.

Mais dans sa défense de l'Accord du lac Meech, il a néanmoins cité ceux de Jean Chrétien, de Pierre Elliott Trudeau, et de trois candidats libéraux encore sur les rangs, MM. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort-Garry), Sheila Finestone (Mont-Royal) et David Berger (Saint-Henri-Westmount).

Ces personnalités s'opposent à l'Accord du lac Meech tel que rédigé et veulent l'amender.

"Je leur dis d'examiner les implications juridiques de leur geste: aucun homme politique ne peut proposer sérieusement au Québec quelque chose qui nous affaiblirait", a dit M. Bourassa.

Il a rappelé l'absolue nécessité que l'Accord du lac Meech soit dans un premier temps adopté sans modification pour assurer la protection culturelle du Québec.

Déjà huit provinces l'ont entériné et M. Bourassa quittait justement Montréal hier soir pour se rendre au Manitoba, une des deux provinces encore réfractaires à l'entente du lac Meech.

Le NPD

M. Bourassa a lancé plusieurs traits aussi contre le chef du Nouveau parti démocratique, Ed Broadbent, à cause de son opposition au traité canado-américain de libre-échange.

Ce dernier avait déclaré à Vancouver le 17 octobre que la position de M. Bourassa dans ce dossier lui paraissait incompréhensible.

Selon M. Broadbent, l'accord nuira aux ventes d'électricité que le Québec envisage vers les États-Unis.

M. Bourassa a invité le chef néo-démocrate à relire le texte de l'accord, notamment l'article 902.

Selon lui, le Québec, lorsqu'il vend de l'électricité, ne vend pas une richesse non renouvelable et ne s'appauvrit pas.

Il a accusé M. Broadbent de confondre le traité de libre-échange avec les Accords du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) qui régissent le commerce international.



Feuilletant un exemplaire de l'Accord de libre-échange, le premier ministre Bourassa s'entretient avec son directeur des communications, Ronald Poupard.

Si le gouvernement permet l'ouverture des magasins le dimanche

Menace de grève illégale dans les supermarchés

QUÉBEC (PC) — Il y aura grève illégale dans les supermarchés de la région de Québec, si le gouvernement persiste à vouloir permettre l'ouverture des magasins le dimanche.

"Nous n'avons pas d'autres recours", a déclaré hier le président des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC-local 503), M. Marcel Tremblay, à l'issue d'une réunion spéciale de 73 délégués représentant les 7.000 employés syndiqués travaillant dans les supermarchés de cette région.

"Nous avons adopté à l'unanimité une résolution qui dit que si le gouvernement ne change pas sa position, nous recommanderons aux salariés de déclencher une grève illégale", a-t-il affirmé au cours d'un entretien téléphonique.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Pierre MacDo-

nald, a indiqué la semaine dernière son intention de modifier la loi sur les heures d'affaires pour permettre l'ouverture des commerces le dimanche entre 11h et 17h.

L'Association des détaillants en alimentation (2.500 membres), Provigo, Steinberg et Métro-Richelieu a déjà fait connaître son appui à la proposition de compromis du ministre. IGA-Boniprix s'y oppose.

Arme ultime

Le recours à la grève constitue pour le syndicat l'arme ultime contre la proposition MacDonald.

"Nous allons d'abord tenter de rencontrer des ministres que nous croyons favorables à notre position (tels Claude Ryan et Thérèse Lavoie-Roux), de convaincre le ministre responsable de changer d'avis", affirme M. Tremblay.

Les délégués qui ont assisté à la réunion d'hier à Québec sont retournés dans leur supermarché avec le mandat de consulter les salariés sur l'éventualité d'une grève illégale. Une rencontre de délégués portant sur ce sujet est également prévue ce soir à Trois-Rivières. M. Tremblay estime que les syndiqués seront prêts à déclencher la grève le 5 décembre, si le ministre maintient sa position.

"Si le ministre permet l'ouverture le dimanche, il y aura des grèves dans le domaine de l'alimentation, il y aura du brassé-camarade", a déclaré le président du local 503.

M. Tremblay, qui est également vice-président de la FTQ, qualifie la proposition MacDonald de "position irréflective". Il accuse le ministre d'avoir succombé aux pressions de Provigo et des pharmacies Jean-Coutu, "qui représentent la minorité", dit-il.



Les conservateurs de Brian Mulroney récoltent 38 % des intentions de vote et sont plus forts au Québec qu'en Ontario.



Les libéraux de John Turner ont effectué une remontée et recueillent l'appui de 32 % des électeurs.

Selon un sondage Gallup Les conservateurs seraient réélus

par Denis DUFRESNE

SHERBROOKE — A la suite des débats télévisés de la semaine dernière, la popularité du Parti libéral est en hausse de quatre points et atteint maintenant 32 pour cent dans la faveur populaire au Canada, selon un sondage de la maison Gallup mené entre le 26 et le 29 octobre.

Ce résultat place les libéraux de John Turner six points derrière le Parti conservateur, qui, avec 38 pour cent des intentions de vote au pays, affiche un recul de deux points par rapport à un sondage mené par la même firme la semaine dernière pour le compte d'un quotidien torontois.

Le Nouveau parti démocratique connaît lui aussi une baisse de deux points dans les intentions de vote, avec l'appui de 27 pour cent des électeurs canadiens. Les autres formations politiques dans la course récoltent trois pour cent des voix.

Un autre sondage, réalisé mercredi et jeudi de la semaine dernière par la firme Angus Reid, plaçait libéraux et conservateurs à égalité au lendemain des deux débats télévisés, avec chacun 35 pour cent des intentions de vote, tandis que le NPD demeurait à 28 pour cent.

En Ontario

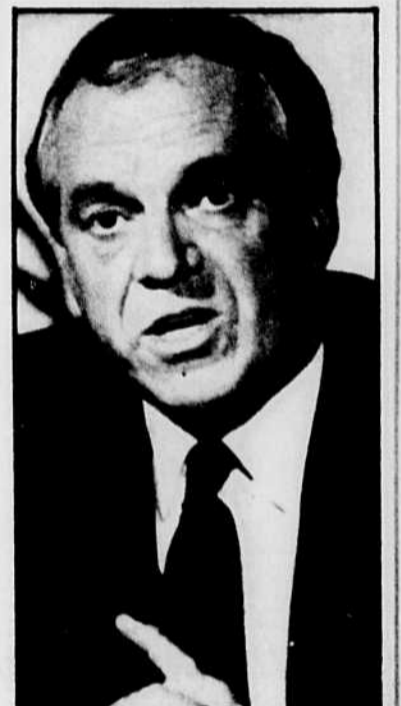
Le parti de M. John Turner a cependant obtenu encore davantage de gains en Ontario, avec une hausse de sept points par rapport à la semaine dernière, ce qui lui donne l'appui de 40 pour cent des électeurs de la plus grande province canadienne.

Les conservateurs y accusent par contre une baisse de deux points, passant de 35 pour cent à 33 pour cent dans les intentions de vote. Les néo-démocrates descendent quant à eux de cinq points dans cette province, avec 24 pour cent d'appuis, contre 29 la semaine dernière.

Au Québec

Au Québec, par contre, la popularité des conservateurs de Brian Mulroney est en hausse, avec 43 pour cent des intentions de vote, contre 39 pour cent la semaine dernière. Ce gain de 4 points se fait exclusivement aux dépens des néo-démocrates, dont la popularité a baissé de 29 à 24 pour cent.

Les libéraux y maintiennent une position à peu près inchangée, avec 29 pour cent des inten-



Ed Broadbent a vu l'appui au NPD descendre à 27 %.

tions de vote, soit 1 point de plus que la semaine dernière.

Dans l'ensemble, le résultat de ce sondage Gallup démontre une polarisation régionale du vote. Les libéraux font des gains dans leurs châteaux forts traditionnels de l'Ontario et des provinces de l'Atlantique, tandis que les conservateurs marquent des points dans les Prairies et au Québec.

Selon les données de ce sondage et compte tenu des résultats des élections fédérales précédentes, le Parti conservateur obtiendrait vraisemblablement 154 sièges aux Communes, le Parti libéral, 102, et le Nouveau parti démocratique, 39.

En raison du redécoupage de la carte électorale, il y aura 295 sièges aux Communes, au lieu de 282 comme c'est le cas actuellement.

Étant donné le caractère incertain de l'appui aux partis politiques dans les régions, même un léger changement dans les intentions de vote pourrait entraîner la formation d'un gouvernement minoritaire, estime toutefois Gallup.

Les résultats de ce sondage sont basés sur 1.034 entrevues auprès de personnes âgées de 18 ans et plus, effectuées entre le 26 et le 29 octobre. Une telle échantillonnage comporte une marge d'erreur de 4 pour cent, 19 fois sur 20.

Nouveau différend entre Wood et Charest sur un projet de débat A 3

Des journées chargées pour les trois chefs en campagne électorale B 1

LA MÉTÉO

(305e jour de l'année)
Ensoleillé: - 7 à 2 C
Lever du soleil: 06h25
Coucher du soleil: 16h38
Demain: nuageux.
Détail: page B-4

PROJET RIVE DROITE
Sherbrooke accepte de fournir les services à la municipalité d'Ascot A 3

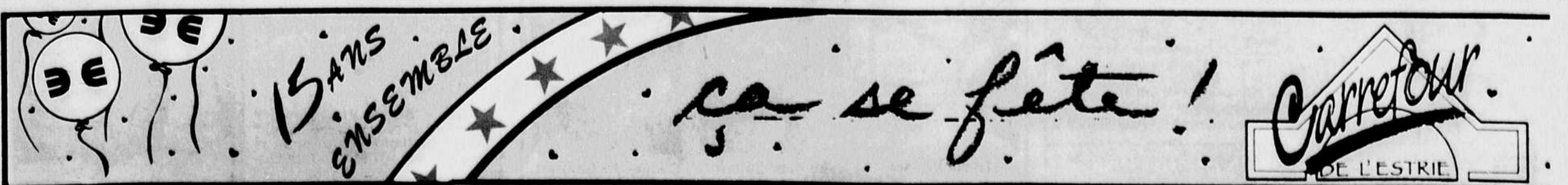
AGRO-ALIMENTAIRE
Entrevue avec Gertrude Guay, agricultrice de l'année en Estrie B 5



Benoît Brunet efficace dans un 8e gain de suite des Canadiens D 1

INDEX

Agro-alimentaire: page B-5
Arts: page B-6
Carrières et professions: page A-9
Désastres: page C-8
De tout et de tous: page B-4
Économie: page C-1
Folles amuses: page C-2
Sports: page B-1
Vivre: page B-3



Les organisateurs du 2e Forum sur la paix et la campagne électorale...

Un bon moment pour poser des questions

par Denis DUFRESNE
SHERBROOKE — Si la recherche de la paix passe autant par des moyens individuels que collectifs, les organisateurs du deuxième Forum sur la paix, tenu samedi à l'Université de Sherbrooke, estiment qu'il est de bon ton de profiter de l'actuelle période électorale pour demander aux politiciens de préciser ce qu'ils entendent faire pour cette cause.

"On est en période d'élections et c'est aux gens de poser des questions, de demander aux candidats de dire ce qu'est leur action par rapport à la paix", explique Jacques Lebel, animateur lors de cette rencontre organisée par le Conseil estrien pour la paix.

Près de 150 participants, représentant un peu plus d'une quinzaine d'organismes voués à la paix et au développement, y ont assisté.

"Ce forum-là n'était pas prévu pour des élections, mais il tombe bien, car c'est le temps de poser des questions", ajoute le responsable.

Tout au long de la journée, les participants ont pu travailler dans divers ateliers axés sur des

thèmes précis: la paix intérieure, le rôle des individus, des institutions politiques et économiques, l'environnement et la militarisation, la politique de défense du Canada, les actions collectives en faveur de la paix, etc.

Les organisateurs ont eu recours à des animateurs d'expérience afin de susciter des débats dynamiques et productifs, a précisé M. Lebel.

Au début de la journée, l'archevêque du diocèse de Sherbrooke, Mgr Jean-Marie Fortier, qui était président d'honneur de la rencontre, a donné le mot de bienvenue en invitant notamment les participants à être des artisans de paix dans leur milieu.

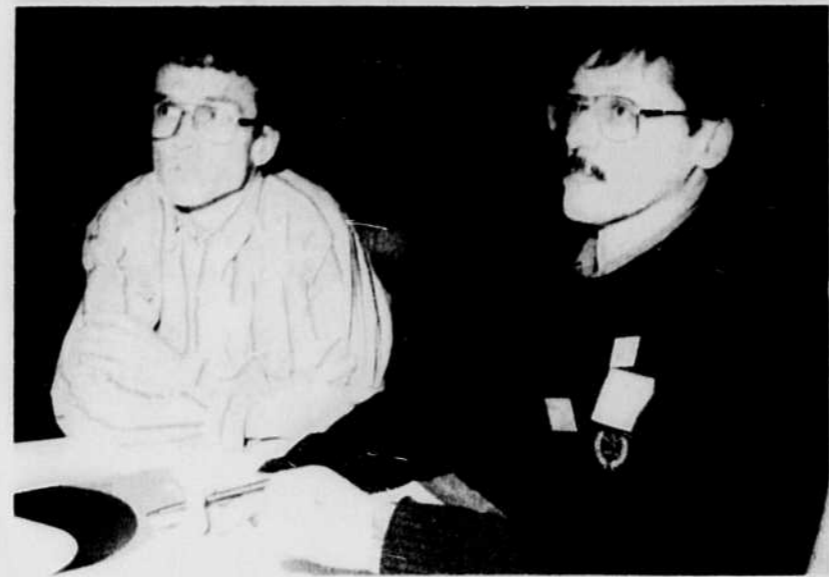
Mgr Fortier a aussi présenté le message pastoral de la Commission épiscopale des affaires sociales de la Conférence des évêques du Canada, publié à l'occasion de la Semaine du désarmement, qui prenait fin hier.

Deux aspects

L'organisateur du Forum a d'autre part précisé que le fait d'axer la rencontre sur le rôle des individus et des groupes dans la recherche de la paix constituait une première.

Selon M. Lebel, si les individus trouvent d'abord la paix en eux,

il sera plus facile d'en arriver à un monde sans guerre. Il a cité à ce propos l'intervention de M. Raynald Tremblay, de la communauté de l'ARCHE, pour qui l'engagement individuel doit



(Photo La Tribune par Luc Lemay)

Les responsables du Forum sur la paix, Jean Vigneux, à gauche, et Jacques Lebel, à droite, estiment que cette rencontre aura permis aux organismes participants de mieux se connaître en vue d'une action commune.

passer par la non-violence, la simplicité et l'accueil, notamment.

D'autres moyens de promouvoir la paix consistent à s'engager dans les mouvements collectifs qui militent pour le désarmement et la coopération entre les peuples, signale M. Lebel.

D'autre part, une pétition a circulé durant le colloque pour réclamer le retour d'un cours d'éducation à la paix, que l'Université de Sherbrooke aurait retiré dernièrement.

Les enfants avaient également leur place lors de cette rencontre, où ils ont pu eux aussi prendre part à des ateliers et exprimer leur point de vue.

Visiblement satisfaits de ce deuxième Forum, les responsa-

bles du Conseil estrien pour la paix entendent répéter l'expérience l'an prochain.

Selon le coordonnateur du Conseil, Jean Vigneux, en plus de susciter un débat sur les questions de paix et de désarmement, une telle rencontre fournit la possibilité aux organismes participants de mieux se faire connaître et de trouver de nouveaux moyens d'action.

Le Conseil estrien pour la paix poursuit par ailleurs ses démarches en vue de faire déclarer la Ville de Sherbrooke "Zone libre d'armements nucléaires (ZLAN)".

Un comité a d'ailleurs été mis sur pied en mai dernier pour étudier cette possibilité, notamment au plan de la réglementation municipale, a précisé M. Vigneux.

Faits divers

Blessures mineures dans un incendie

SHERBROOKE (DD) — Une personne a été légèrement blessée lors d'un incendie survenu peu avant 2h00 du matin, dimanche, dans un immeuble à logements situé au 115 rue Frontenac, à Sherbrooke.

Le sinistre, qui a pris naissance dans la cuisine d'un logement du quatrième étage, serait imputable à de l'huile à friture surchauffée. Les dommages sont évalués à

environ 5.000 \$.

Les sapeurs, sous la direction du capitaine Marcel Vachon, ont dû procéder à l'évacuation des lieux; une deuxième alerte a été sonnée afin de permettre à l'opération de se dérouler plus rapidement.

Les pompiers ont cependant maîtrisé la situation en peu de temps et était de retour au poste à 2h45 du matin.

Série de petits feux sur Wellington

La sûreté municipale de Sherbrooke a interrogé un fond de liberté, samedi, un individu âgé de 30 ans en rapport avec trois incendies mineurs allumés derrière des édifices de la rue Wellington, dans la nuit de vendredi à samedi.

Le troisième feu a été allumé dans un conteneur à déchets, derrière le 70 rue Wellington nord.

Ces trois incendies, allumés entre 00h50 et 1h30 du matin samedi, ont été rapidement maîtrisés par les sapeurs.

Le suspect avait été arrêté derrière le 62 Wellington sud, sur les lieux d'un des incendies, où les policiers ont trouvé des allumettes et constaté que le bouchon du réservoir d'essence d'un camion avait été enlevé.

Un autre incendie a été allumé

dans un tas de bûches au fond d'une entrée de cour située entre le 120 et 126 de la rue Wellington sud.

Les détectives Roger Surprenant et Robert Lemieux poursuivent leur enquête relativement à cette affaire.

Vol dans un bar à East-Angus

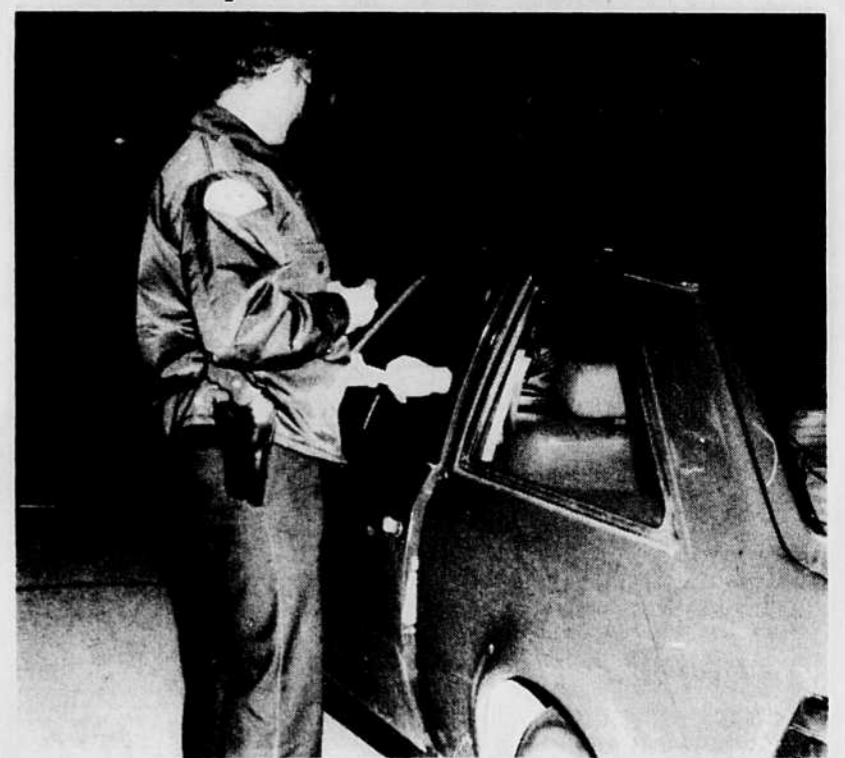
La sûreté municipale d'East-Angus mène actuellement une enquête sur un vol par effraction perpétré vers quatre ou cinq heures du matin, dimanche, au bar L'entre-Deux à East-Angus.

se sont emparés d'une somme d'environ 350 \$ en argent, en plus de faire main basse sur une machine de jeu de pocket et quatre caisses de bière.

Le ou les malfaiteurs ont pénétré dans l'établissement par l'endroit où s'effectue normalement la livraison de la bière. Ils

Des agents de la Sûreté du Québec ont été mandés sur place afin de prélever les empreintes digitales.

"Mise au point" de fin de soirée...



(Photo La Tribune par Luc Lemay)

Après une semaine particulière fructueuse en contraventions, la sûreté municipale de Sherbrooke a poursuivi ce week-end l'opération de sécurité routière "Mise au point". Les patrouilleurs ont porté une attention particulière en divers points stratégiques sur la rue King ouest, durant les fins de soirées, entre 23h00 et 1h00 du matin.

Le travailleur social en milieu scolaire Un lien entre l'école et les services sociaux

SHERBROOKE (DD) — Autant le ministère de l'Éducation que celui de la Santé et des Services sociaux reconnaissent le rôle important des travailleurs sociaux en milieu scolaire, estiment les organisateurs du quatrième Colloque provincial des intervenants et intervenantes en Service social scolaire.

Champoux Lesage, directrice de l'adaptation scolaire et des services complémentaires au ministère de l'Éducation, ainsi que le directeur général du CRSSS de l'Estrie, M. Jean-Pierre Duplantie, ont clairement reconnu l'importance des interventions en service social dans les écoles.



François Milot

"Notre spécificité, c'est notre capacité d'associer les deux réseaux et d'utiliser les forces de chacun pour mieux aider les jeunes ou la famille", dit M. Milot à ce propos.

Les intervenants en service social scolaire sont majoritairement rattachés aux CLSC, alors que certains sont engagés par les commissions scolaires, mais tous travaillent sur le terrain, dans les écoles.

Leur rôle consiste à dépister et prévenir les problèmes propres aux jeunes étudiants: suicide, drogue, abus sexuel, communication avec les parents, violence, réussite scolaire, etc.

M. Milot a indiqué que les deux conférenciers, Mme Pauline

"L'école est un milieu de vie, un territoire où on peut vraiment intervenir précocement; donc notre rôle c'est de faire le lien entre le monde scolaire et celui des services sociaux", explique M. Milot.

Selon lui, les problèmes que l'on retrouve dans la plupart des régions du Québec sont reliés aux abus sexuels, aux divorces, aux résultats scolaires et au manque de communication.

Certaines régions ont des problèmes spécifiques, comme Montréal avec le phénomène des relations multi-ethniques, et il appartient aux intervenants de s'y adapter, mentionne M. Milot.

Certains sont engagés par les commissions scolaires, mais tous travaillent sur le terrain, dans les écoles.

Leur rôle consiste à dépister et prévenir les problèmes propres aux jeunes étudiants: suicide, drogue, abus sexuel, communication avec les parents, violence, réussite scolaire, etc.

QU'EN PENSEZ-VOUS?

Devrait-on tenir davantage d'opérations policières pour améliorer la sécurité routière?



Maryse Dion Jacques Bergeron Lucien G. Saint-Pierre

Maryse Dion, de Sherbrooke: "Et comment! Lorsque je roule sur la route, je vois trop d'infractions et ça me choque. On devrait en donner encore davantage de contraventions".

Jacques Bergeron, de Sherbrooke: "C'est pas pire comme c'est là, mais il devrait y avoir plus de policiers les fins de semaine et la nuit".

Lucien G. Saint-Pierre, de Bromptonville: "Certainement! Je trouve que le trafic est très rapide et assez permissif. Il y a beaucoup d'intersections où les gens sont portés à faire leur arrêt trop rapidement".

Diane Breton, de Fleurimont: "Je suis d'accord avec ça, il arrive assez d'accidents et les gens conduisent très mal, comme certains qui ne signalent pas leurs intentions, ou changent de voies sans avertissement".

Bernard Billon, de Sherbrooke: "Je trouve que ça s'en vient pas mal dangereux dans les rues, comme automobiliste et comme piéton. J'habite près de King et ça s'en vient comme une autoroute, Jacques-Cartier aussi".

Denise Duchesneau, de Sherbrooke: "Je pense que oui. Car je trouve que les gens vont trop vite en automobile et moi la vitesse, je n'aime pas!".



Diane Breton Bernard Billon Denise Duchesneau



(Photo La Tribune par Claude Poulin)

De la prudence les enfants!

En ce 31 octobre, journée de l'Halloween, Monsieur Citrouille rappelle à tous, et particulièrement aux enfants, que la prudence est de rigueur. Surtout, prenez garde en traversant les rues... Et faites bonnes provisions de gâteries!

NOUVEAU
Bingo
 717-217
 dans la tribune
 SAMEDI LE 5 NOVEMBRE 1988

loto-québec Résultats

Tirage du 88-10-29

6/6	1	10 000 000,00 \$
5/6	21	72 883,80 \$
5/6	639	1 831,60 \$
4/6	30 941	72,70 \$
3/6	543 354	10,00 \$

VENTES TOTALES 32 081 853,00 \$
 PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF) 1 600 000,00 \$
 PROCHAIN TIRAGE 88-11-2

Tirage du 88-10-29

6/6	1	501 134,00 \$
5/6	1	36 995,00 \$
5/6	87	283,50 \$
4/6	3 445	32,20 \$
3/6	48 075	5,00 \$

MISE TÔT. 2-23-34-41
 GAGNANTS LOT 130 384,60 \$
 PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF) 500 000,00 \$

VENTES TOTALES 1 461 302,00 \$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

King wellington
 REDIGÉ EN COLLABORATION

Qu'est-ce que Jean-François Dumas désire le plus pour Noël? Il l'a dit, mais on ne peut le répéter.

— O —

Avec une expérience respective de 28 et 23 ans comme patrouilleurs, les constables **Jean-Guy Dussault** et **Jean-Pierre Marquis** ont appris à reconnaître de loin un automobiliste fautif.

— O —

Alain Brunelle passe désormais ses fins de semaine à la maison, puisqu'il n'a même plus d'argent pour acheter de la gomme à mâcher.

— O —

En plus d'avoir à avouer à ses amis qu'il avait fait un voyage de chasse blanc, **Daniel Fillion** se serait bien passé de la terrible tempête de neige qu'il a dû affronter dans la forêt abitibienne...

— O —

Claudine Bouchard a compris pourquoi sa voiture aurait dû être munie de pneus d'hiver à cette période-ci de l'année. Et l'action s'est déroulée pas plus loin que dans l'entrée de cour chez elle...

— O —

Marcel Bureau était bien fier d'accueillir tous les gens qui ont assisté au banquet marquant la remise du prix Valmore-Olivier...

Jean-Pierre Nolet est revenu du Forum tout pimpant samedi, après avoir vu son idole **Mario Lemieux** battre le Canadien à lui seul. Ses amis ont d'ailleurs eu des comptes à rendre...

— O —

Michel Lortie a mérité le titre de golfeur le plus courageux de la région après avoir complété un parcours de neuf trous sous une neige abondante...

Quand tu vis un moment difficile et que tu as besoin de parler. A Secours-Amitié il y a quelqu'un pour t'écouter.
 UNE LUEUR D'ESPOIR...
SECOURS/AMITIÉ
 Poste d'écoute: 564 2323
 Sans frais d'appel: Weedon
LAC-MÉGANTIC RICHMOND ASBESTOS
 composez 0 et demandez Zenith 5 3060
 A TOUTE HEURE DU JOUR ET DE LA NUIT

Services municipaux au projet domiciliaire Rive Droite

Sherbrooke et Ascot s'entendent pour le complexe de 40 millions \$

par Denis DUFRESNE
SHERBROOKE — Le contentieux entre Sherbrooke et Ascot au sujet des services municipaux pour le projet domiciliaire Rive droite est réglé.

Les deux parties en sont venues à une entente lors d'une rencontre tenue la semaine dernière à Sherbrooke, a indiqué le conseiller du district 2 à Ascot, Robert Gagné.

"Sherbrooke nous a fait la proposition d'une entente et nous a remis les documents techniques nécessaires pour arrêter une décision dans les prochaines semaines concernant l'aménagement au zonage et le règlement d'empunt", a déclaré M. Gagné.

Une fois ces questions réglées, le projet immobilier Rive droite pourra aller de l'avant, dit M. Gagné, mais les travaux ne commenceront cependant pas avant le printemps 1989.

La Ville et le promoteur doivent d'ailleurs établir un échéancier concernant les phases du projet.

M. Gagné a aussi fait savoir que le ministère de l'Environnement devra approuver les raccordements entre Sherbrooke et Ascot pour les services d'aqueduc et d'égouts qui desserviront le projet domiciliaire, évalué à environ 18 millions \$ dans Ascot seulement.

Un autre phase de ce projet d'une valeur globale de 40 millions \$ est en voie de réalisation à Rock Forest.

Annexion

Selon le conseiller Gagné, cette entente a été rendue possible "parce qu'on a mis de côté la vision à long terme de l'organisation du territoire", selon laquelle Sherbrooke annexerait encore davantage de territoire appartenant à Ascot.

"Il n'y a aucune volonté des propriétaires de s'annexer à Sherbrooke, parce que c'est

moins cher de taxes à Ascot qu'à Sherbrooke", fait en outre valoir M. Gagné.

A la suite d'une demande pour les services municipaux dans ce secteur d'Ascot, en décembre 1987, la Ville de Sherbrooke avait d'abord indiqué qu'elle ne fournirait ceux-ci que si elle pouvait annexer le territoire, ce à quoi les dirigeants d'Ascot s'étaient opposés.

Face à cette situation, l'administration municipale avait mandaté en juin le procureur Michel Poirier pour qu'il entreprenne des démarches visant à obliger Sherbrooke à fournir les services d'aqueduc et d'égouts dans ce secteur, en vertu de l'article 35 de la Loi sur la qualité de l'environnement, dont certaines dispositions ont trait à l'installation en commun de services municipaux.

La Ville d'Ascot avait indiqué qu'elle était disposée à payer une partie des coûts reliés aux travaux permanents.

Au cours de l'été, le maire d'Ascot, Robert Pouliot, a invité son homologue sherbrookoise à une rencontre afin de dénouer l'impasse, espérant en arriver tout de même à une solution négociée avec Sherbrooke.

Obligation

Selon le conseiller Robert Gagné, "Sherbrooke a convenu qu'elle était dans l'obligation légale de le faire (d'offrir les services) en vertu de l'article 35 de la Loi de l'Environnement".

En vertu de cet article, le ministre de l'Environnement peut ordonner que "l'exécution, l'entretien et l'exploitation des ouvrages soient faits en commun par toutes les municipalités intéressées ou en tout ou en partie par une seule municipalité; que les ouvrages existants dans une ou plusieurs municipalités soient utilisés ou encore que le service soit fourni en tout ou en partie par une municipalité à l'autre ou aux autres".



Robert Gagné

M. Gagné a souligné que la Ville de Sherbrooke a proposé qu'Ascot assure les coûts des infrastructures de raccordement, en place depuis 1975, auxquelles sera rattaché le réseau d'aqueduc et d'égouts du projet Rive droite.

Le Comité des travaux d'Ascot doit d'ailleurs étudier ces coûts et soumettre un rapport au conseil municipal d'ici deux semaines.

Le conseiller Gagné, qui travaille sur ce dossier depuis près d'un an, est certes très heureux de l'ouverture manifestée par Sherbrooke, qui propose même, a-t-il dit, qu'Ascot annexe une petite portion du territoire de la Rive droite actuellement incluse dans ses limites, afin de simplifier la perception des taxes pour les quatre ou cinq propriétaires qui s'y trouvent.

Distinction remise par la SSB

Suzanne Allard reçoit le prix Valmore-Olivier

SHERBROOKE (DD) — La Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Sherbrooke a décerné hier soir le prix Valmore-Olivier 1988 à Mme Suzanne Allard, musicienne et instigatrice du projet de réfection de l'orgue à la Cathédrale de Sherbrooke.

Cette distinction lui a été remise en présence de quelques centaines de membres de la Société Saint-Jean-Baptiste.

Mme Allard, originaire de Martinville mais maintenant domiciliée à Sherbrooke, s'est consacrée à la promotion de la musique — notamment auprès des jeunes — et a oeuvré à titre d'organiste comme accompagnatrice de chorale.

Elle a également organisé de nombreux concerts. Mme Allard est la 30e récipiendaire du prix Valmore-Olivier.

En entrevue, elle s'est déclarée très heureuse de recevoir cette distinction. "Beaucoup de gens travaillent fort et ne sont pas reconnus. Le fait d'être reconnu fait chaud au coeur", a en outre mentionné la lauréate.



La récipiendaire du prix Valmore-Olivier 1988, Suzanne Allard (à gauche), se voit remettre une plaque honorifique par le président diocésain de la SSB de Sherbrooke, Roger Durocher, accompagné de Micheline Dupuis, présidente de la section féminine.

L'objectif est dépassé La souscription a déjà rapporté 7,4 millions à l'Université Bishop



(Photo La Tribune par Luc Lemay)

Dans l'ordre habituel, lors du dévoilement officiel des résultats: Dennis Wood, président de la division des dons publics; John Clegghorn, de la Banque Royale; Hugh Scott, recteur de l'Université Bishop's, ainsi que Conrad Harrington, de Wood Gundy.

LENNOXVILLE (DD) — La campagne de souscription de l'Université Bishop de Lennoxville a dépassé l'objectif initial de 7,12 millions \$, pour atteindre 7.417.567 \$.

Lancée en octobre 1987, cette campagne de financement doit se poursuivre jusqu'en décembre.

Samedi midi, les responsables de l'opération de levée de fonds ont annoncé la nouvelle lors d'une conférence de presse tenue sur le campus de Bishop's. Ils en ont profité pour afficher le résultat sur un immense tableau situé à côté de l'entrée principale.

Plusieurs personnalités ont assisté à l'événement, notamment le président de la Banque royale du Canada et président national de la campagne de souscription de Bishop, M. John E. Clegghorn, ainsi que M. Conrad H. Harrington, vice-président et directeur de Wood Gundy, qui est également président de la corporation de l'Université Bishop, et M. Dennis Wood, président de la firme Les placements Dennis Wood et président de la division des dons publics.

Le recteur de Bishop, M. Hugh Scott, était également présent. C'est le président de la Banque royale, M. Clegghorn qui a eu l'honneur de peindre en rouge le "baromètre" jusqu'au seuil de 7,12 millions \$.

En entrevue celui-ci a indiqué qu'il avait accepté la présidence de cette opération parce qu'il apprécie la qualité de vie et d'enseignement de Bis-

hop's, d'autant plus que deux de ses enfants y étudient.

"Les jeunes peuvent y étudier et prendre part à une foule d'activités, sans être un numéro", a notamment déclaré M. Clegghorn.

Celui-ci a précisé qu'après avoir sollicité la communauté universitaire, les anciens et les grandes compagnies, les responsables de la campagne — dont le thème est "Apprendre c'est investir" — entendent maintenant s'orienter vers les entreprises de la région de l'Estrie.

A eux seuls, les professeurs de Bishop, le personnel de soutien, les gens de l'administration et les membres des conseils d'administration ont versé plus de 1 million \$.

L'Université Bishop compte 90 professeurs à plein temps et 1.485 étudiants.

Les anciens et les parents ont contribué pour 401.344 \$ lors d'une souscription téléphonique au printemps dernier.

Pour leur part, les fondations privées, les sociétés et industries ont versé jusqu'ici plus de 5 millions \$.

Le recteur de Bishop, M. Hugh Scott, a rappelé de son côté que l'Université a organisé ses premières campagnes de souscription populaire dans les années 1850 et que l'implication de la communauté dans cette opération est une tradition.

"On va continuer nos approches auprès des individus et des corporations jusqu'à la fin de l'année, mais dès maintenant on peut dire que c'est un succès complet", a indiqué le recteur.



2,000 personnes ont vu....

(Photo La Tribune par Hélène Barnard)
 La 34e Exposition annuelle de chrysanthèmes aux Serres municipales de Sherbrooke a démarré en grande hier, avec près de 2,000 visiteurs. Enfants et adultes ont pu apprécier quelque 10,000 plants en fleurs présentement exposés, dont 5,500 chrysanthèmes. L'exposition se poursuit jusqu'au 6 novembre et on prévoit un total de 10,000 entrées.

Un comité se penche sur l'usage du tabac dans les restaurants de la région

SHERBROOKE (DD) — L'instauration de zones pour fumeurs et non-fumeurs dans les restaurants de la région est présentement à l'étude.

Un comité formé de représentants de l'Association des restaurateurs de l'Estrie, du Bureau du tourisme et des congrès, ainsi que de la boutique Santé 2000, devrait remettre un rapport à ce sujet vers le 15 novembre.

Le président de l'Association des restaurateurs de l'Estrie, Alain Roberge, a indiqué que la cette question préoccupe les restaurateurs de la région depuis un bon moment déjà.

"La loi s'en vient, on sent les gens de plus en plus froids quand par exemple un groupe de fumeurs s'installe à la table d'à côté", a signalé M. Roberge.

Selon lui, les restaurateurs doivent agir pour solutionner le problème, surtout dans les établissements où la ventilation est absente ou laisse à désirer.

M. Roberge signale toutefois que ce ne sont pas tous les restaurateurs qui sont en faveur de sections pour fumeurs et non-

fumeurs, sans compter que l'instauration de telles sections risque de compliquer passablement l'existence des propriétaires de restaurants où on ne trouve qu'une seule salle.

L'Association des restaurateurs du Québec recommande à ses membres d'expérimenter des sections pour fumeurs et non-fumeurs dans leurs restaurants face à la menace de se voir imposer par les municipalités un règlement sur l'usage du tabac.

Soulignant que des centaines de municipalités du Québec étudient ou ont déjà adopté un règlement régissant l'usage du tabac dans les restaurants (selon les pouvoirs que leur confère la loi provinciale sur la protection des non-fumeurs), l'Association entend faire des démarches concrètes pour régler le problème de la fumée dans les restaurants et répondre aux attentes du public en ce domaine.

Actuellement, seules certaines chaînes de restaurants et établissements de type "fast-food" sont dotés de secteurs pour les fumeurs et les non-fumeurs.

SHERBROOKE (DD) — Un nouveau différend a éclaté entre le candidat libéral Dennis Wood et le conservateur Jean Charest au sujet de la tenue d'un débat entre les représentants des trois principales formations politiques dans le comté de Sherbrooke.

Cette fois, c'est à la suite d'une offre de la Chambre de commerce de Sherbrooke de tenir trois dîners-causeries (un pour chacun des candidats) que l'organisation conservatrice et libérale se disputent.

La semaine dernière, les pourparlers en vue de la tenue d'un débat régional télévisé avait débouché sur un imbroglio entre les candidats libéral et conservateur.

Dans un communiqué émis hier, le comité Jean Charest reproche au candidat libéral de refuser de prendre part à un débat avec son principal opposant, concernant notamment la question du libre-échange.

Lors d'une rencontre tenue samedi matin avec les représentants des trois candidats, la Chambre de commerce a proposé la tenue de trois dîners-causeries où les candidats auraient été appelés à un à répondre aux questions d'un panel.

Le président de la Chambre de commerce, Réal Létourneau, a précisé hier que cette formule plaisait au candidat libéral, Dennis Wood, mais pas au conservateur Jean Charest, ni au néo-démocrate Alain Poirier.

Face à cette situation, la Chambre a alors décidé de trouver une autre façon de faire les choses, sans toutefois proposer d'alternative sur-le-champ.



Dennis Wood



Réal Létourneau



Le député Jean Charest

Le conseil d'administration de l'organisme doit d'ailleurs prendre une décision aujourd'hui, à la suite d'une réunion.

Refus

Dans son communiqué, le comité Jean Charest signale qu'à la suite de la proposition de la Chambre de commerce, samedi matin, "les représentants du candidat Jean Charest ont immédiatement demandé à la Chambre de commerce d'organiser plutôt un seul dîner-causerie où les trois candidats seraient confrontés en un face-à-face".

Selon le communiqué, M. Alain Poirier, candidat du NPD, a in-

diqué au cours de cette rencontre d'être d'accord avec cette formule, tandis que les représentants de M. Wood ont refusé.

De son côté, le candidat libéral Dennis Wood a reproché à l'organisation Charest de toujours vouloir changer les règles du jeu.

M. Wood a indiqué que son organisation avait accepté l'offre de la Chambre de commerce des trois dîners-causeries, ajoutant qu'il n'a jamais été question lors de la rencontre de samedi de tenir un face-à-face.

"On a suivi les demandes de l'organisation, on a d'ailleurs accepté toutes les offres de débats,

mais à chaque fois que M. Charest met la main là-dedans, ça change", a déclaré hier soir M. Wood.

Réal Létourneau a précisé de son côté que diverses formules sont possibles et que rien n'est exclu présentement.

Il signale en outre que les trois candidats sont tout de même d'accord sur les thèmes de discussion, à savoir le libre-échange en Estrie, le développement régional et l'environnement.

"Mais avec la divergence entre une seule ou trois rencontres, ça reste une autre chose", pense-t-il.

ÉLECTIONS 88

Un nouveau différend entre Wood et Charest sur un projet de débat

SHERBROOKE MÉTROPOLITAIN

Inauguration des nouveaux locaux du CLSC Albert Samson

"Le CLSC maintenant à l'image de la population de notre région"

— le président Roger Charron

par Christian CARON

COATICOOK — Les dirigeants du CLSC Albert Samson de Coaticook et le personnel de l'établissement ont procédé, hier, à l'inauguration officielle de ses nouveaux locaux en présence de nombreux invités dont la ministre de la Santé et des Services sociaux, Mme Thérèse Lavoie-Roux.

Le CLSC Albert Samson est en opération depuis janvier 1987 mais les locaux n'étaient visiblement pas adéquats pour offrir tous les services souhaités aux citoyens du territoire de la MRC de Coaticook. Ainsi dès janvier 1987, des démarches furent entreprises par le directeur général Rosaire Provencher pour tenter de solutionner le problème de locaux adéquats pour le CLSC.

Le dossier a par la suite cheminé de façon relativement rapide de sorte qu'en février 1988 une recommandation était adoptée pour implanter le CLSC à l'angle des rues St-Jean-Baptiste et St-Paul. La construction s'est mise en branle au printemps et le déménagement du personnel a pu se faire le 15 septembre dernier.



(Photo La Tribune par Christian Caron)

Les dirigeants du CLSC Albert Samson de Coaticook et le personnel de l'établissement ont procédé, hier, à l'inauguration de ses nouveaux locaux situés à l'angle des rues St-Jean-Baptiste et St-Paul. Pour la circonstance, l'on a procédé à la coupure traditionnelle du ruban. Sur la photo on aperçoit, dans l'ordre habituel, le préfet de la MRC, Léo Roy; Madeline Samson, épouse de feu Albert Samson; le député d'Orford, Georges Vaillancourt; le président du CLSC, Roger Charron et la ministre de la Santé et des Services Sociaux, Thérèse Lavoie-Roux.

Satisfaction

Le président du CLSC, Roger Charron, n'a pas manqué de communiquer son enthousiasme pour cette journée bien spéciale. "Le CLSC est maintenant à l'image de la population de notre région" a-t-il lancé lors de son allocution.

Remerciements

Le président Charron a pro-

fité de la circonstance pour remercier les principaux intervenants qui ont fortement contribué à accélérer le dossier pour l'obtention de nouveaux locaux. Il a à cet effet vanté les mérites de Mme Lavoie-Roux et de son ministère ainsi que du député d'Orford, Georges Vaillancourt. La Ville de Coaticook, la Commission scolaire de Coaticook ainsi que le CRSSS ont aussi apporté leur collaboration pour la concrétisation de ce projet.

Outil nécessaire

Appelé à prendre la parole, le député Vaillancourt a pour sa part affirmé que le CLSC constituait un outil indispensable pour la région et qu'un déménagement s'imposait afin d'offrir un service plus accessible.

La ministre Thérèse Lavoie-Roux a surenchéri en disant que le CLSC répond véritablement à un besoin, particulièrement dans une région très

touchée par le vieillissement de la population. "Il va sans dire qu'une population vieillissante nécessite davantage de soins" a-t-elle fait remarquer à ce sujet.

"Portes ouvertes"

L'inauguration des nouveaux locaux a été suivie d'une "journée portes ouvertes" à laquelle était invitée la population de la région afin de se familiariser avec le personnel et les services offerts.



(Photo La Tribune par Christian Caron)

C'est sous forme d'ateliers que s'est déroulé le colloque des jeunes entrepreneurs de la MRC de Coaticook, samedi, à la salle l'Épervier.

La 3e édition du colloque des jeunes entrepreneurs attire 25 participants à Coaticook

COATICOOK (CC) — C'est sous le thème "Une entreprise qui grandit" que s'est déroulé samedi à la salle l'Épervier de Coaticook, la troisième édition du colloque des jeunes entrepreneurs de la MRC de Coaticook.

Ainsi près de 25 entrepreneurs de la région ont répondu à l'appel du Centre de gestion et d'innovation pour participer à cet événement dans le cadre de la Semaine de la PME. "La participation aurait pu être meilleure mais on peut se dire satisfait dans l'ensemble de la réponse obtenue", d'admettre franchement Sylvie Bibeau, directrice générale du CGI, à l'issue du colloque.

Il s'agissait de la troisième édition de ce colloque mais la formule de cette année différait des deux éditions précédentes. Aussi, contrairement aux années antérieures, où des conférenciers étaient appelés à prendre la parole devant un auditoire de jeunes entrepreneurs, c'est sous forme d'ateliers que s'est déroulé le colloque 1988. Une formule qui a semblé davantage plaire aux participants selon les organisateurs du colloque. "Je pense que la formule de cette année favorise beaucoup plus les échanges" de faire remarquer Sylvie Bibeau. "C'est une formule qui colle davantage à la réalité" ajoute-t-elle.

Sept ateliers différents étaient au programme de la journée mais les entrepreneurs devaient en sélectionner trois seulement. Il fut question des sept crises qui tou-

chent habituellement une jeune entreprise. Les participants ont donc discuté de la crise de lancement, la crise de liquidité, celle de la délégation, du leadership, du financement, de la prospérité et de la crise de continuité. Les participants ont sélectionné les ateliers qui coïncident en somme au stade où en est leur propre entreprise.

Organisme mieux connu

Le président du conseil d'administration du CGI, Luc McClish, a profité de la tenue du colloque pour dire à quel point l'organisme est maintenant crédible. "Au début les jeunes entrepreneurs avaient peut-être plus ou moins confiance aux services offerts par l'organisme. Mais au fil des ans, on a mis de l'ordre et l'on a restructuré l'organisme de sorte qu'aujourd'hui le CGI est plus ouvert sur le milieu" d'expliquer Luc McClish.

Soutien aux entreprises

Le lancement d'une entreprise ayant été longtemps la priorité du CGI, le président McClish a laissé savoir que l'organisme mettra maintenant davantage l'accent sur le maintien des entreprises. "C'est bien beau de créer des entreprises mais encore faut-il leur accorder toute l'aide nécessaire pour leur survie" souligne le principal intéressé en ajoutant que le CGI est sur le point d'adopter



(Photo La Tribune par Hélène Bernard)

Un homme de 59 ans, Arthur Michael Rowe, a été blessé lorsque sa camionnette a effectué un capotage sur la route 108 Est, en direction de Lennoxville, pour ensuite se retrouver dans un profond fossé. Les pompiers ont dû recourir aux pinces de survie pour permettre aux ambulanciers d'accéder à la victime.

Quinquagénaire blessé dans un capotage près de Lennoxville

LENNOXVILLE (DD) — Un homme âgé de 59 ans a subi des blessures lors d'un accident de la circulation attribuable à une perte de contrôle, survenue sur la route 108 Est, en direction de Lennoxville, à environ 500 mètres de l'intersection du chemin Spring Road.

La victime, qui était seule à bord d'une camionnette, est demeurée prisonnière du véhicule après que celui-ci eût effectué un capotage et se soit retrouvé sur le toit au fond d'un fossé d'une dizaine de pieds de profondeur.

Les pompiers de Sherbrooke ont été mandés sur les lieux afin de dégager la victime — M. Arthur Michael Rowe, domicilié à Greenfield Park — à l'aide de pinces de survie.

Les ambulanciers ont par la suite reconduit la victime au Centre hospitalier de Sherbrooke (Sherbrooke Hospital).

Les pompiers de Lennoxville ont également dû intervenir pour nettoyer la chaussée et prévenir tout risque d'incendie.

Ce sont les agents André Tardif et Alain Préfontaine, de Métropole, qui sont intervenus dans cet accident.

À SHERBROOKE: 15 ANS:
À MAGOG: 10 ANS
McDO FÊTE EN GRAND!!!

DU 31 OCTOBRE AU 27 NOVEMBRE 1988

Cette Semaine



DU 31 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 1988

Savourez un coke format moyen (16 on.) pour la modique somme de 25¢

Coke CLASSIQUE



DU 7 NOVEMBRE AU 13 NOVEMBRE 1988

Offrez-vous un délicieux lait frappé (chocolat, vanille ou fraise) à un prix 10ème & 15ème anniversaire soit 25¢

Sweet Ault



DU 14 NOVEMBRE AU 20 NOVEMBRE 1988

Dégustez une grosse portion de frites pour 25¢

JM
Sherbrooke & Magog

DU 21 NOVEMBRE AU 27 NOVEMBRE 1988



Des p'tits bonheurs matin à 99¢
 Savourez un petit déjeuner McDonald's (œufs frites, bacon et rôties) ou un de nos 5 sandwich-matin pour moins de 1\$

Ferme Arcoles ROCK BEDARD inc.
 5111e St. Orléans

la tribune

1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué.,
 Tél.: 564-5450, J1K 2X6

Journal quotidien publié à Sherbrooke par
 Les Journaux Trans-Canada (1982) Inc.
 (division La Tribune)

Téléphones:
 Petites annonces: 564-0999
 Publicité: 564-5450
 Rédaction: 564-5454
 Abonnements: 564-5466

Courrier de deuxième classe:
 Enregistrement No 1539

Abonnement: Au Canada, territoire immédiat, sauf endroits desservis par camélot et routes motorisées: 1 an \$110.00, 6 mois \$70.00, 3 mois \$40.00, 1 mois \$15.00. Hors de notre territoire immédiat, États-Unis et autres pays, 1 an \$165.00, 6 mois \$100.00, 3 mois \$65.00, 1 mois \$25.00.

La Tribune est socialement responsable de la Presse canadienne, de l'Association des quotidiens de langue française, membre de l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit Bureau de Circulation ABC et à l'Union internationale de la presse catholique. Sources d'informations: Presse canadienne, Presse associée, Reuter, Agence France-Presse. Le service de photos fac-similées de la Presse canadienne et les agences affiliées sont autorisées à reproduire les informations de La Tribune.

RÉGIONAL

Dernière semaine de travail pour les employés

325 mises à pied chez Bicyclette Universelle

par Henri RICHARD

DRUMMONDVILLE — La compagnie Bicyclette Universelle fermera son usine de Drummondville. Ses 325 travailleurs affiliés à la CSD ont reçu leur avis de mise à pied pour vendredi prochain, lors d'une rencontre avec l'employeur au début du week-end.

La lettre adressée à chacun des employés spécifie que les activités de l'usine pourraient reprendre incessamment. Aucune date n'est toutefois précisée. Une dizaine d'employés demeureront à l'emploi de Bicyclette Universelle pour honorer des contrats de sous-traitance.

Une prime de séparation sera versée aux travailleurs remerciés sur la base de leur ancienneté à la compagnie.

Déception

Le conseiller syndical de la CSD, Paul Dubuc, s'est dit déçu de la tournure des événements. «On n'arrive toujours pas à comprendre pourquoi la compagnie maintient ouverte son usine déficitaire de Scarborough, tandis qu'il est reconnu que celle de Drummondville générerait des profits en dépit que le salaire horaire de ses travailleurs était su-

périeur de 3 \$», de clamer M. Dubuc.

«Tous les efforts n'ont pas été faits pour sauver l'usine de Drummondville, poursuit-il. Il y avait un sérieux manque de gestion sur lequel la compagnie aurait pu travailler davantage».

Pour sa part, le vice-président de Bicyclette Universelle, Francis Chevrier, a justifié la fermeture de l'usine de Drummondville par la petiteesse du marché qui se trouve envahi par les vélos fabriqués en Asie.

Dans le scénario le plus optimiste, Bicyclette Universelle prévoyait fabriquer 175,000 vélos

à son usine de Drummondville l'an prochain, tandis que son seuil de rentabilité s'établissait à 300,000.

CAMO

De son côté, le Comité d'action à la main-d'oeuvre qui a dévoilé son plan de relance vendredi, continuera d'exister.

Ses membres se proposent de rencontrer cette semaine le député fédéral du comté de Drummond, Jean-Guy Guilbault, afin d'examiner les solutions possibles avant la mise à pied massive prévue pour vendredi.

Le CAMO se mettra également à la recherche d'un homme d'affaires qui serait intéressé à relancer l'usine de Drummondville, dont accepterait de se départir Bicyclette Universelle.

Deux hold-up en moins de 24 heures dans la région de Drummondville

DRUMMONDVILLE — La région du Centre du Québec a été le théâtre de deux vols qualifiés en moins de 24 heures ce week-end.

Bon-Conseil.

Les voleurs étaient encore au large hier.

Drummondville

Le premier est survenu dans la nuit de vendredi à samedi au restaurant et station-service Le Métèque situé à la sortie 200 de l'autoroute 20, près de Notre-Dame-du-Bon-Conseil.

Les deux individus auraient menacé à la pointe du fusil la serveuse du restaurant, pour s'envoler avec une somme minime contenue dans le tiroir-caisse.

Ils ont pris la fuite à bord d'un véhicule d'un employé de l'endroit, que les policiers de la Sûreté du Québec de Drummondville ont retrouvé abandonné sur une route secondaire menant à Notre-Dame-du-

Le même scénario devait se répéter vers 21h10, samedi, au dépanneur 2 M situé au 1265 de la rue St-Edgard, à Drummondville.

Deux individus au visage masqué par un bas de nylon, auraient alors menacé avec une arme tronçonnée l'employé du dépanneur pour lui soutirer le contenu du tiroir-caisse et du coffre-fort.

Aussitôt fait, ils se sont enfuis à pied. Une opération policière n'a pas permis de retracer les deux individus.

La Sûreté municipale possède toutefois une bonne description des voleurs.



(Photo La Tribune par Henri Richard)

Le panel d'invités du colloque régional sur l'entrepreneuriat était composé de, première rangée, Richard Bourbeau, pdg de Venmar et président d'honneur du colloque, Pierre Dagenis, directeur de la SDED, Serge Cousineau, directeur de la Caisse populaire de Drummondville et Alain Lemaire, vice-président du groupe Cascades. Deuxième rangée: Claude Martin, représentant de la Banque Fédérale de Développement, Brigitte Tremblay, fonctionnaire du ministère de l'Industrie et du Commerce, Pierre Beaudoin, pdg de Securistat, et Agathe Leclerc, propriétaire d'une agence de voyages.

Les caisses populaires du Centre du Québec lanceront un fonds de capital de risque pour les jeunes entrepreneurs

DRUMMONDVILLE (HR) — La Fédération des Caisses populaires Desjardins du Centre du Québec lancera au printemps de 1989, un fonds de capital de risque destiné aux jeunes entrepreneurs âgés de moins de 30 ans.

Le directeur de la Caisse populaire de Drummondville, Serge Cousineau, a profité de sa présence au colloque régional sur l'entrepreneuriat qui a réuni quelque 150 participants, samedi, au Cégep de Drummondville, pour annoncer cette nouvelle.

A chaque dollar prêté à un jeune entrepreneur qui désire acquies, agancier ou partir une nouvelle entreprise, la Fédération s'engage à verser un montant équivalent dans le Fonds. Le prêt maximum a été fixé à 25,000 \$ par individu et à 75,000 \$ par compagnie comprenant trois actionnaires répondant aux critères d'admissibilité du Fonds.

Il sera géré par un conseil d'administration indépendant, où l'on retrouvera un jeune, un représentant d'un groupe de soutien aux initiatives jeunesse et des membres de conseil d'administration des caisses populaires participantes.

Ce fonds se veut un complément à tous les programmes gouvernementaux et aux prêts bancaires existants pour composer le capital de départ d'un jeune entrepreneur.

M. Cousineau s'est dit confiant que plusieurs caisses populaires de la région du Centre du Québec adhéreront au «Fonds Desjardins d'aide aux jeunes entrepreneurs», qui remporte actuellement un vif succès dans la région des Bois-Émés.

Des caisses populaires du Centre du Québec participent déjà à un fonds de capital de risque offert à tous les entrepreneurs désirant s'établir dans la région.

Financement

En annonçant ce nouveau programme, M. Cousineau répondait concrètement aux préoccupations exprimées par les futurs entrepreneurs réunis au Cégep de Drummondville.

En présence d'un panel d'invités réunissant des gens d'affaires et des fonctionnaires de la région, les jeunes ont démontré clairement les difficultés d'obtenir du financement pour se lancer en affaires.

«L'argent, ce n'est pas sur des garanties qu'on la prête, mais sur la confiance que l'on a envers le promoteur et son projet», a expliqué M. Cousineau aux spectateurs présents dans l'auditorium Georges Dor.

Ce fait étant reconnu, les membres du panel ont multiplié les conseils.

«Lorsqu'on veut se partir en affaires, il faut savoir se vendre. Si vous avez confiance en votre projet, il y aura toujours quelqu'un qui va vous écouter», a soutenu Alain Lemaire, vice-président du groupe Cascades.

Il faut toutefois agir avec modération dans la mise en scène que l'on montera pour impressionner le banquier.

«Il n'y a rien de pire que de présenter des objectifs à un banquier que l'on ne pourra rencontrer», a rappelé Pierre Dagenais, directeur de la Société de développement économique de Drummondville.

Femme

Sur la question de l'émancipation de la femme dans le domaine des affaires, Agathe Leclerc, propriétaire d'une agence de voyages à Drummondville, présume que la situation s'est améliorée.

«Il y a huit ans, c'était pas mal plus difficile pour une femme de se lancer en affaires, mais j'imagine que la situation s'est améliorée aujourd'hui. Quand j'ai parti mon entreprise, il n'y a pas une banque qui a voulu me prêter cinq sous», a raconté Mme Leclerc.

Tous les invités ont reconnu que la période n'a jamais été aussi propice pour lancer sa propre entreprise.

«Pour un québécois, c'est dix fois plus facile de se lancer en affaires aujourd'hui qu'il y a 20 ans. Le financement prend toujours du temps, mais c'est mieux que ça soit long que non», a conclu M. Lemaire.

Spectacle annuel de la troupe de danse du Cégep de Drummondville

DRUMMONDVILLE — La troupe de danse du Cégep de Drummondville offrira son spectacle annuel les 22 et 23 novembre à la salle Georges Dor.

La troupe compte cette année sur un heureux mélange de jeunesse et de maturité avec les anciens étudiants de retour au Cégep.

La première partie du spectacle sera animée par les musiciens du Stage Band.

En deuxième partie, la troupe de danse du Cégep offrira des chorégraphies reflétant les préoccupations de l'homme d'aujourd'hui.

En bref

Centre du Québec

Gestion des ressources humaines — **DRUMMONDVILLE** — Le Club d'administration industrielle de Drummondville recevra Jean-Louis Bergeron, professeur à l'Université de Sherbrooke et membre du groupe de recherche et d'intervention en productivité, lors de son souper mensuel du 7 novembre. M. Bergeron entretiendra son auditoire sur la gestion des ressources humaines.

Conférence de Jean Campeau — Jean Campeau, président-directeur général de la Caisse de dépôt du Québec, agira en qualité de conférencier invité lors du prochain souper-causerie de la Chambre de commerce du comté de Drummond le 14 novembre. La Chambre de commerce profitera de l'occasion pour rendre un hommage spécial à l'entreprise Couvoir Boire et Frères, de Wickham.

Exposition au centre culturel — La galerie d'art du Centre culturel de Drummondville expose jusqu'au 13 novembre les oeuvres récentes du GRAVE, un collectif de créations en arts visuels de Victoriaville. L'exhibit regroupe 29 pièces peintes et sculptées de ce rassemblement d'artistes fondé en 1985.

Rassemblement des Côté — Dans le cadre du projet Tours aux sources, la Société de développement économique de Drummondville, secteur tourisme et congrès, convie tous les Côté à un rassemblement familial les 19 et 20 novembre.

40e de la paroisse St-Philippe — Un comité de différentes associations paroissiales de Drummondville s'est formé pour célébrer l'an prochain le 40ième anniversaire de la paroisse St-Philippe. Les enfants de la paroisse sont invités à participer à un concours en dessinant le sigle officiel des fêtes qui débiteront officiellement le 21 janvier avec un souper et une soirée dansante.

5,000 personnes défilent au premier Salon des Fêtes

DRUMMONDVILLE (HR) — Au moins 5,000 personnes ont défilé ce week-end au Centre d'exposition et d'enchères de Drummondville (CEED), à l'occasion du premier Salon des Fêtes.

La grande salle d'exposition avait des allures d'un mini-centre commercial avec ses 48 kiosques offrant des produits dans des domaines aussi variés que le ski, les jouets et des cadeaux pour les Fêtes qui approchent à grand pas.

Au chapitre des activités du Salon, les spectateurs ont pu converser avec l'ex-vedette de l'équipe canadienne de ski alpin, Steve Podborski, admirer des parades de mode automne-hiver et assister à une séance d'hypnose du Grand Gervais.

Ce dernier spectacle a semé une vive inquiétude dans la foule, lorsqu'une jeune fille se tenant près de l'hypnotiseur au cours de sa prestation, est tombée dans un profond sommeil pendant près d'une heure.

Le tout est finalement rentré dans l'ordre au grand soulagement de ses parents.

Deuxième édition

Devant un tel succès, la présidente du Salon des Fêtes, Andrée Donais, envisage déjà une deuxième édition avec le double d'exposants.

Toutefois, ce deuxième Salon des Fêtes exigera de meilleures installations que celles offertes présentement au CEED.

La foule nombreuse hier après-midi, se pilait littéralement sur les pieds dans ce hall d'exposition trop petit.

A l'entrée, les visiteurs maugréaient en attendant dans un corridor étroit, après avoir gelé quelques minutes sous une tente aménagée à l'extérieur.

«C'est sûr qu'il va y avoir un deuxième Salon des Fêtes, mais ce sera au Centre Marcel Dionne. Sinon, je ferai des pressions pour qu'on agrandisse et renove le CEED. C'est trop petit et meconu du grand public. Sans cela, Drummondville pourrait bien perdre un salon d'exposition», a confié Mme Donais.



(Photo La Tribune par Henri Richard)

La petite Emilie Lacharité, de Drummondville, était bien heureuse de retrouver le Père Noël qui effectuait sa première sortie de l'année dans la région à l'occasion du Salon des Fêtes.

Ces commentaires rejoignent les constatations des auteurs d'un rapport commandé par la Ville sur l'avenir du CEED, qui en arrivaient à la conclusion que ses installations et sa publicité

étaient inadéquates.

Des travaux d'isolation et d'agrandissement au coût de 250,000 \$, sont prévus pour le printemps au CEED.

SUPER VENTE DE GARAGE

Du 1^{er} au 11 Novembre

Afin de libérer l'espace nécessaire à nos futurs travaux de rénovation, nous devons nous départir de notre surplus d'autos usagées. Saisissez cette occasion et soyez prêts pour l'hiver!

Ce que nous vous offrons:

- Un VASTE CHOIX de voitures vérifiées et remises à neuf, à PRIX IMBATTABLES
- Une GARANTIE, appuyée par GM, de 1 an/20 000 km sur la plupart des véhicules offerts
- Une ÉQUIPE EXPÉRIMENTÉE de 14 mécaniciens vous assurant la fiabilité et l'efficacité.

Passiez nous voir dès aujourd'hui pour profiter de cette vente de garage exceptionnelle.

Faites votre offre avant le 11 Novembre!

Brouillard

AUTOMOBILE LTÉE

2700 Ouest, rue King, Sherbrooke, Qc 565-9841

RÉGIONAL

MRC de l'Erable: l'amélioration du réseau routier jugée prioritaire

par Henri RICHARD
PLESSISVILLE — L'amélioration du réseau routier de la Municipalité régionale de comté (MRC) de l'Erable a été classée prioritaire par le jury du Colloque de zone qui s'est déroulé ce week-end, à Plessisville.

Le projet de la réfection et l'élargissement des routes 116 (Victoriaville-Plessisville) et 265 (Thetford Mines-Plessisville), s'est classé bon premier parmi la trentaine de projets présentés au jury composé de tous les maires

de la MRC et de cinq intervenants par secteur économique.

Ce choix du jury de favoriser l'amélioration de la route 116, constitue un moyen de pression supplémentaire exercé contre le ministère de l'Environnement qui utilise des conditions posées par un décret gouvernemental, pour bloquer l'accord du ministère des Transports.

En troisième position, on retrouve un projet visant à assurer la MRC de l'Erable d'une enveloppe minimale d'un million \$

par année pour l'amélioration de son réseau routier.

La mairesse de Plessisville et présidente du Sommet économique de la région 04, Madeleine Dusseault, estime que le ministère des Transports a investi cette année à peine 500,000 \$ sur les routes de la MRC.

Une usine de recyclage de matières plastiques évaluée à 5,8 millions \$ de la firme Sindrec, s'est faufilée en deuxième place.

Tourisme

Le secteur du tourisme a également bien fait en plaçant trois de ses huit projets dans le second bloc de trois.

La Fonderie d'art d'Inverness, la création d'une base de plein air sur les rives de la rivière Bourbon, à Plessisville, et l'expansion du centre de ski alpin Mont-Apic, ont mérité respectivement les 4ième, 5ième et 6ième positions.

Viennent ensuite aux positions sept et dix, deux projets manufacturiers, tandis que les 8ème et

9ème rangs sont occupés par des services de santé mentale et un

centre agro-alimentaire.

Le financement de la majorité de ces projets est réparti dans une proportion de 25 et 75 pour cent entre les promoteurs et le gouvernement provincial via ses programmes de développement régional.

A l'opposé du colloque de zone de la MRC de Drummondville, les projets du secteur rural ont très bien figuré au Colloque de Plessisville.

Le projet d'un incubateur industriel à Plessisville, n'a pu faire mieux qu'une 11ème position, tandis que Princeville n'a présenté aucun projet.

Tous ces dossiers se retrouveront prochainement devant le jury du Forum de Shawinigan, qui aura à déterminer ceux qui seront présentés au mois de mai au Sommet économique de la région 04, à Victoriaville.

Parc Passe-partout: la Chambre de commerce en colère lance une nouvelle offensive

par Maurice CLOUTIER
VICTORIOVILLE — La Chambre de commerce des Bois-Francs refuse de lancer la serviette pour son projet d'un parc thématique avec le produit Passe-partout, malgré le récent revers essuyé au colloque de zone de la Municipalité régionale de comté (MRC) d'Arthabaska.

Voilà le message que livre aux membres et aux intervenants politiques de la région de Victoriaville le président de la Chambre, M. André Guillemette, dans une lettre-circulaire. En outre, il s'en prend vigoureusement au processus de "priorisation" des projets régionaux en vue des étapes ultérieures conduisant à la référence socio-économique de la région 04.

Le projet touristique d'un parc thématique monté autour du produit majeur que constitue au Québec la série Passe-partout est estimé à 16 millions \$, dont 4 millions \$ proviendrait du milieu municipal. Le projet générerait 10 emplois permanents, 150 emplois saisonniers et des retombées de 24 millions \$.

Malgré ces chiffres, le projet

s'est classé au 25e rang sur 33 projets, à l'issue du vote des intervenants de différents secteurs. Des projets pour des centres communautaires à Arthabaska et St-Samuel l'ont largement devancé. En colère, M. Guillemette soutient que l'on a fait une "évaluation artificielle du projet". Il croit que les chiffres ont fait peur.

En outre, il dénonce le colloque comme "un processus essentiellement politique qui vise à satisfaire les aspirations de certains individus", ajoutant que le projet du parc a été victime "d'un beau cinéma".

Déplorant la sous-représentation du milieu des affaires au colloque de zone et dans les projets prioritaires, M. Guillemette appelle les membres à défendre le dossier.

Il ajoute que le conseil d'administration de la chambre a convenu de lancer une nouvelle offensive pour que le projet se positionne mieux dans les mois à venir en vue de la conférence socio-économique de mai 1989 à Victoriaville.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS



Madeleine Dusseault

la tribune

À l'intérieur de ses travaux d'impression commerciale, est à la recherche d'un(e) candidat(e) pour combler un poste régulier dans son département de

photolithographe

Le travail, principalement cédulé les fins de semaine, consiste à superviser le département tout en participant aux différents travaux connexes à la photolithographe.

Le(la) candidat(e) devra posséder un minimum de cinq (5) années d'expérience dans le milieu des journaux, posséder du leadership et de l'habileté à motiver du personnel.

Toute personne intéressée est priée de faire parvenir son curriculum vitae à:

LA TRIBUNE (1982) INC.
a/s M. Jean-Pierre Robitaille
Directeur de la Production
Référence 1988-G
1950, rue Roy, Sherbrooke, Qc, J1K 2X8 44257

Secours-Amitié

offrant un service d'écoute téléphonique à qui vit un moment difficile et ressent le besoin de se confier, est à la recherche de personnes pour répondre aux appels de plus en plus nombreux. Si tu veux vivre une belle expérience d'écoute et évoluer dans un climat sain avec des personnes partageant les mêmes objectifs que toi, pour prêter une oreille attentive aux personnes qui ressentent le besoin de parler. Ce sera ta façon de contribuer à un monde meilleur.

Pour information: téléphone à 564-2323 ou écrits à Secours-Amitié, C.P. 1596, Sherbrooke, J1H 5M4.

Ou assiste à une soirée d'information:
Mardi, 8 novembre 1988 à 19:30 au C.R.S.S.S., 2424 King Ouest, Sherbrooke. 43872

L'ANTIROUILLE...

AUTO - CAMION - INDUSTRIEL

Voici les détails de l'application

Le coupon vous accorde une remise de \$10,00 sur le prix régulier de \$89,95 d'un traitement antirouille KROWN.

E.T. chez PIÈCES D'AUTOS ST-MICHEL Omerville, (819) 843-4991

CENTRE D'ESTHÉTIQUE DE L'AUTO ENRG. St-Elie d'Orford, Qc., 822-2665 43804x

ÉLECTIONS 88

... en bref

THETFORD MINES — Selon les déclarations de candidature déposées au bureau du directeur du scrutin dans Frontenac, trois des quatre candidats résident dans la circonscription électorale regroupant les régions de Plessisville et Thetford Mines.

Ainsi, le spécialiste en recherche et information communautaire représentant le Parti Vert du Canada, Jean Guernon, habite Vianney, petite localité sise au sud-ouest du comté. Pour sa part, le député-ministre conservateur sortant de charge, Marcel Masse, a maintenant pignon sur rue à Thetford Mines alors que le candidat libéral et commissaire industriel, Réal Patry, a donné pour adresse celle de sa résidence secondaire, à St-Ferdinand. Seul l'organisateur et candidat du NPD, Claude L'Heureux, n'est pas du comté puisqu'il habite Châteauguay.

Rita Bouchard, avait obtenu 1,081 votes en regard de 823 pour Pierre Fournier du Parti rhinocéros et 386 pour Richard Houle du Parti nationaliste. La victoire du conservateur Masse avait été d'autant plus convaincante qu'il avait obtenu la majorité dans tous les bureaux de vote de la circonscription et que le pourcentage du suffrage exprimé avait dépassé les 82 pour cent.

— O —

La dernière révision des limites des circonscriptions électorales a fait perdre trois localités à Frontenac, soit Courcelles, La Guadeloupe et St-Evariste. Cette perte est l'une des conséquences de la baisse du nombre d'électeurs inscrits dans les régions de Plessisville et de Thetford Mines. En 1984, la liste électorale regroupait 48,282 noms alors que celle de 1988 en contient actuellement 43,638, soit une diminution de 4,644.

Lors des élections générales de septembre 1984, le candidat conservateur Masse l'avait facilement emporté sur ses quatre adversaires avec 28,286 votes, soit une écrasante majorité de 19,132 sur son plus proche adversaire, le député libéral sortant de charge Léopold Coriveau qui avait recueilli 9,154 voix. Un autre candidat "sans visage" du NPD,

LOUEZ DE TOUT

569-9548
LOCATION MARTINEAU
Dépositaire: souffleuse à neige Honda
2456, rue King ouest

LE C.L.S.C. "SOC"

CLSC "SOC"

DÉMÉNAGE

Veuillez prendre note du déménagement des points de services.

1551, rue Dunant (le 1er novembre 1988)
285, rue King Ouest (le 19 novembre 1988)
ou
50, rue Camirand Sherbrooke 44015x

IRVING LES PÉTROLES IRVING INC.

Les Pétroles Irving Inc., une entreprise canadienne établie au Québec depuis plus de 40 ans et possédant un réseau de distribution de près de 500 points de vente, est à la recherche pour la région de Sherbrooke d'un

LOCATAIRE POUR DÉPANNEUR LIBRE-SERVICE

Si vous êtes un jeune homme d'affaires aimant le public et ayant des connaissances dans l'alimentation et la vente au détail, la gazoline, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en toute confiance au:

L'autre canadienne

Directeur de district
120 Quatre Pins
Sherbrooke, Qc
J1J 3V3

MAGOG DION CHEV OLDS

843-6571

L'EQUIPE QUI VEUT BIEN VOUS SERVIR A TOUT "PRIX"!

Luc Thivierge Richard Dion Neil McTavish Serge Melo Liliane Dion Gilles Dion Fred Lussier, comptable Yves Gaudreau, prévit des pièces Claude Martin, ass. gér. de service Martin Roy, prévit de service

Dion Chevrolet Oldsmobile INC.
2200, rue Sherbrooke MAGOG 843-6571

VIENT DE PARAÎTRE

Mes adolescents, docteur... rien qu'une mauvaise passe?

par Dr Saul Levine

Voici un livre pour les parents qui veulent comprendre leurs adolescents et les aider à traverser cette phase parfois critique. Mes adolescents, docteur... rien qu'une mauvaise passe? leur permettra de dédramatiser les problèmes et les comportements des jeunes.

Pour ce faire, Saul Levine donne aux lecteurs la possibilité de s'identifier à leurs semblables puisqu'il a réuni dans son ouvrage des lettres sincères de parents à qui il redonne espoir à travers ses réponses éclairées. Intime, optimiste et chaleureux, il aborde neuf thèmes qui touchent tous les aspects de la vie des adolescents: le mode de vie; le corps; l'amour et la sexualité; la famille; le mariage et le divorce; l'école et le travail; les valeurs, la morale et les convictions; les drogues et l'alcool; les problèmes psychologiques et psychiatriques.

Saul Levine, m.d., CM, FRCP(C), est chef du département de psychiatrie au centre médical Sunnybrook de l'université de Toronto et professeur de psychiatrie à cette même université. Reconnu mondialement pour ses travaux sur le comportement des adolescents, le docteur Levine agit en qualité de conseiller psychiatrique dans des cliniques de jeunes au Canada, aux États-Unis et en Israël.

Pour information, n'hésitez pas à communiquer avec Danielle Soulière, des Éditions La Presse, Ltée, au numéro (514) 285-6981.

(Publi-Promotion) 43890

LE CACHE POT

SUPER VENTE

ACCESSOIRES DE SALLES DE BAINS

20% à 50%

LE CACHE POT

Informations: 564-2965

43126

Tourelles 3025 rue King ouest, Sherbrooke

NATIONAL

Les pluies qui tombent sur le sud-est du Québec au moins 13 fois plus acides que la norme acceptée

MONTREAL (PC) — Les pluies qui tombent sur la partie sud-est du Québec sont au moins 13 fois plus acides que la norme acceptée, soutient un rapport concernant ce phénomène pour le Québec et l'Etat de New York.

L'acidité la plus élevée a été relevée sur Montréal, dans l'est québécois, en Estrie et sur la région de la capitale; et les plus hauts niveaux d'acidité ont été enregistrés aux stations de Montebello, sur le bord de la rivière Ottawa, et de Sutton, en Estrie. A ces deux endroits, le taux d'acidité était souvent, lors des relevés, 24 fois supérieur à la norme acceptée, révèle le rapport qui fait état des données recueillies durant les années 1985 et 1986.

On croit que même si ces données datent quelque peu, le taux d'acidité est sensiblement le même aujourd'hui.

Ce rapport est le quatrième du genre préparé à l'intention des deux gouvernements à la suite d'un accord signé en 1982.

Les gouvernements du Québec et de l'Etat de New York ont déterminé que, pour protéger les lacs et les rivières, la pluie ne devrait pas rejeter plus de 20 kilogrammes de sulfate sur un hectare par année. Or, les données recueillies en 1985 montrent que ce niveau acceptable a été dépassé généralement sur toutes les régions du sud-est du Québec. Et en Estrie, de même que dans la région de Québec, le sulfate rejeté par les pluies acides atteignait entre 30 et 35 kg l'hectare par année.

Un rassemblement pour la paix réunit une quarantaine de personnes à Québec

QUEBEC (PC) — "Non à l'intervention des Etats-Unis au El Salvador. Non à la situation de l'apartheid en Afrique du Sud. Non à l'achat des sous-marins nucléaires; oui à une marine marchande". Tels sont quelques-uns des slogans qu'ont scandés, hier après-midi, la quarantaine de participants d'un rassemblement, sur la place Royale, de Québec, clôturant la Semaine pour la paix, organisée par la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

"La semaine a été un franc succès. Plus de 400 personnes ont assisté aux dîners-conférences qui se sont tenus à l'édifice de la CSN", a souligné, pour l'occasion, la présidente du conseil central de Québec, Nicole Mador.

Outre cette dernière, le leader de l'opposition à l'hôtel de ville

de Québec, Winnie Frohn, a pris la parole au cours de ce rassemblement, de même que Mgr Pierre Morissette, évêque auxiliaire de Québec.

La candidate néo-démocrate de Langelier, Pauline Gingras, est également venue appuyer ce mouvement pour la paix et le désarmement.

"Le Canada a vendu, en 1980, cinq fois plus d'armes aux pays du Tiers-monde qu'en 1970. Bel exemple d'aide au développement dans ces pays. Ces ventes d'armes contribuent à la répression des mouvements populaires. Au Canada, nous devons nous interroger sur notre propre budget consacré à la défense, qui a augmenté de 50 pour cent depuis 1980", a notamment livré Mme Gingras.

Un avion quitte le Canada avec des marchandises destinées au Nicaragua

TORONTO (PC) — Un avion chargé de marchandises diverses pour venir en aide aux victimes de l'ouragan qui a dévasté le Nicaragua la semaine dernière, a quitté l'aéroport international Pearson de Toronto dimanche, tandis que les agences d'aide américaines affirment que leurs efforts sont bloqués par la Maison-Blanche.

L'appareil nolisé d'Air Canada transportait 5,000 mètres de toiles de plastique, cinq scies mécaniques, 10,000 draps, 3,000 mètres de toile et de nombreux seaux de plastiques, marchandises évaluées à plus de \$250,000, a indiqué un porte-parole de l'aéroport.

L'aide qui s'en allait directement au bureau de la Croix-Rouge au Nicaragua est destinée à aider les personnes vivant dans les régions de l'Amérique centrale à réparer les dommages causés par l'ouragan Joan.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a payé pour les biens mais c'est la Croix-Rouge qui s'est chargée de les réunir a expliqué le porte-parole canadien de l'organisme, Paul Zharram, lors d'une entre-

vue à Ottawa.

Jusqu'à maintenant, le Canada a donné \$1.69 millions en aide au Nicaragua.

Un employé de la Croix-Rouge est monté à bord de l'avion afin de voir à ce que les biens se rendent effectivement au bureau nicaraguayen de l'organisme.

L'ouragan Joan a fait 103 morts et laissé 186,950 personnes sans abri, a rappelé un porte-parole gouvernemental qui a ajouté que du côté américain de nombreuses agences d'aide aux sinistrés affirment que le gouvernement du président Reagan, les empêche d'acheminer de l'aide.

Celles-ci affirment que le gouvernement de M. Reagan les a menacé de rendre illégal l'envoi d'équipement de construction, dans le cadre de l'embargo économique que le gouvernement américain a décrété sur le Nicaragua.

Cependant, selon un article du Los Angeles Times, la Maison-Blanche et le département d'Etat ont fermement nié ces allégations. Toutefois, rapporte le quotidien, ils ont admis n'avoir pris aucune mesure pour aider ces organismes de charité.



Parce que vous voyez plus loin que le bout de votre nez.

Le dépôt à terme

10¹/₂%
1 an
dépôt minimal
1 000 \$
(non rachetable)
Intérêts versés annuellement

Vous disposez d'une somme d'argent que vous prévoyez n'utiliser que plus tard. Et vous cherchez, bien sûr, à faire fructifier vos épargnes au maximum.

Avec les dépôts à terme de la caisse Desjardins, vous avez l'assurance d'obtenir un rendement des plus profitables.

Exclusif à Desjardins : l'assurance-vie épargne.

Au renouvellement ou à l'ouverture d'un dépôt à terme, en plus d'un taux d'intérêt avantageux, votre caisse Desjardins vous offre la possibilité d'ajouter une assurance-vie à votre épargne. ** C'est simple, peu coûteux et payable par retraits automatiques du compte d'épargne avec opérations. Renseignez-vous à votre caisse Desjardins.

* Taux recommandé par la Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Estrie à ses caisses populaires affiliées.

Taux d'intérêt sujets à changement.

** Sous réserve des dispositions de la police d'assurance en vigueur à la caisse.

L'épargne c'est la liberté

 Desjardins

JE M'APPELLE ROGER. JE SUIS TRÈS GÊNÉ. POUVEZ-VOUS M'AIDER?

Étrange comme les problèmes des autres nous fascinent! Pourtant, chacun a les siens.

Solange Harvey anime "Les jeux de la vie",

l'émission qui veut stimuler l'échange et la communication et découvrir des solutions.

Si la vie est un jeu,

la victoire est plus facile en équipe.



Les jeux de la vie

Du lundi au vendredi 16 h et en fin de soirée

Producteur délégué: Jan van der Heijden

LE MIEUX C'EST DE REGARDER

 Radio Québec
Câble 8



UNE ÉQUIPE COMPLÈTE À VOTRE SERVICE.

Durant de longues semaines nous avons dû maintenir le service avec un effectif réduit. La compréhension et la collaboration de nos abonnés et clients nous ont grandement facilité la tâche. Nous vous en sommes reconnaissants.

C'est maintenant une équipe complète qui, dans la meilleure tradition de Bell, entreprend de rétablir le niveau de service que vous appréciez et qui fait notre fierté. Ensemble, nous allons travailler à retrouver le plus tôt possible le rythme de croisière normal.

Nous allons établir soigneusement nos priorités selon l'ordre d'entrée des commandes et demandes de service, en commençant par celles que nous n'avons pu satisfaire durant la grève. Les délais les plus importants se manifesteront là où nous devons effectuer de grands travaux d'infrastructure.

Au cours des prochaines semaines, nous communiquerons de façon ordonnée et le plus rapidement possible avec nos abonnés et clients pour fixer un rendez-vous.

Nous sommes conscients d'avoir bénéficié de votre compréhension et comptons que vous continuerez à nous la manifester. Nous ferons tout pour la mériter.

Communiquer est essentiel.

Bell